

## Si la France m'était comptée...

Émilien RUIZ

**Un manuel aussi précieux qu'abondant récapitule en chiffres tout ce qu'il faut savoir sur la France depuis 1870 : démographie, économie, société, politique, histoire. Mais le compte y est-il vraiment ?...**

Recensé : Julie Le Gac, Anne-Laure Ollivier, Raphaël Spina, sous la direction d'Olivier Wieviorka, *La France en chiffres de 1870 à nos jours*, Paris, Perrin, 2015, 667 p., 28 €.

Réalisé par Julie Le Gac, Anne-Laure Ollivier et Raphaël Spina, *La France en chiffres* est d'abord une prouesse documentaire. Il faut en effet d'emblée saluer cette entreprise éditoriale menée sous la direction d'Olivier Wieviorka, visant à produire « un panorama statistique aussi complet que possible de la France du grand XX<sup>e</sup> siècle » (p. 7). Les auteurs l'annoncent dès l'avant-propos : le premier objectif de ce livre était de faire gagner du temps aux enseignants et, par extension, aux chercheurs, journalistes, étudiants et « à tous ceux que l'histoire de France passionne ». Qui n'a pas fait l'expérience, à l'heure des *big* et *open data*, des difficultés à mettre la main sur *le* chiffre nécessaire à une argumentation, que ce soit pour préparer un cours, pour resituer des événements de l'actualité, etc. ? De ce point de vue, ce livre vient incontestablement combler une lacune.

### **Un panorama statistique de la France du long XX<sup>e</sup> siècle**

L'ouvrage est organisé en cinq parties, selon une répartition classique entre « démographie », « économie », « société », « politique » ainsi que « guerres et crises », auxquelles vient s'ajouter un « focus » sur « les colonies ». Malgré l'absence de numérotation et d'indexation des très nombreux tableaux, la circulation reste aisée grâce à un sommaire détaillé. Je ne saurais passer en revue l'ensemble des sujets traités tant les chiffres sont abondants, et me contenterai plutôt ici de résumer brièvement la richesse de chacune des parties.

*Démographie.* Les transformations démographiques sont traitées en trois chapitres. Le premier contient les développements généraux relatifs aux mouvements de la population (naissances, mariages, décès) et à sa répartition territoriale, tandis que les deux chapitres suivants sont consacrés aux étrangers/immigrés puis aux questions de santé. Autant de questions à propos desquelles l'ouvrage fournit de nombreux chiffres sous la forme de tableaux produits par divers organismes publics (INSEE, l'INED, INSERM...) ou tirés de travaux d'historiens.

*Économie.* Les questions économiques sont abordées en quatre chapitres : des généralités (croissance, investissement, principales évolutions chronologiques) aux questions financières (banques, crédit, épargne et bourse) en passant par un chapitre regroupant des études sectorielles (agriculture, pêche, BTP, énergie, industrie...) et un autre sur le commerce

extérieur. Tant dans cette partie que dans les autres développements de l'ouvrage, les auteurs ne négligent pas la place de la France dans le monde et prennent soin, çà et là, de mentionner des données comparatives.

*Société.* Sept chapitres composent la partie consacrée aux évolutions de la société française. Sont ainsi successivement abordés : la population active ; les revenus et salaires ; la consommation ; la police et la justice ; la religion ; l'éducation ; et enfin la culture. Les lecteurs pourront ainsi y trouver tout à la fois des statistiques relatives à l'évolution du chômage, à celle des salaires selon les catégories socioprofessionnelles, des données issues des mesures policières de la délinquance et de la criminalité, des informations sur le nombre d'étudiants et d'enseignants dans le supérieur ou encore sur les équipements et pratiques sportives.

*Politique.* La quatrième partie de l'ouvrage est composée de six chapitres traitant de « la politique » : des questions électorales au mouvement social en passant par les partis et organisations parapolitiques. Les auteurs de l'ouvrage ont ainsi réuni l'ensemble des chiffres disponibles sur les résultats des élections, non seulement présidentielles et législatives, mais aussi municipales, régionales, sénatoriales et européennes. On trouvera aussi des chiffres relatifs au vote ou aux opinions selon le degré de pratiques religieuses, les catégories socioprofessionnelles ou le genre. Les enjeux partisans sont plutôt abordés sous l'angle du nombre d'adhérents revendiqués par les partis, ligues et autres associations ; tandis que le mouvement social l'est au travers des grèves et des manifestations.

*Guerres et crises.* C'est en huit chapitres que les principaux conflits militaires impliquant la France sont traités, de la guerre de 1870 à la guerre d'Algérie, en passant par les guerres coloniales, les deux conflits mondiaux et la guerre d'Indochine. C'est dans cette partie que les auteurs ont par ailleurs choisi de traiter de la Commune de Paris et de l'affaire Dreyfus. L'ouvrage se clôt par un « focus » sur « les colonies » composé de quelques statistiques relatives aux populations de l'empire français, à des exemples de révoltes coloniales, à des données économiques et aux réactions de l'opinion publique face aux politiques coloniales.

Au-delà de son incontestable intérêt documentaire, l'ouvrage laisse finalement une impression mitigée. Au service de l'enseignant, qu'il soit à la recherche d'un exemple chiffré pour illustrer un cours ou de données pour faire travailler des étudiants sur l'évolution d'un phénomène, *La France en chiffre de 1870 à nos jours* sera un excellent outil de travail. Le livre pourra néanmoins, selon les objets étudiés, laisser les lecteurs sur leur faim, voire induire en erreur les moins avertis.

### **Une contextualisation et une traçabilité des sources parfois insuffisantes**

En effet, si la quatrième de couverture et l'avant-propos insistent sur la fiabilité des chiffres et leur contextualisation, l'ouvrage est, sur ce point, très inégal. L'exemple le plus flagrant concerne la partie « guerres et crises ». Dépourvue d'introduction, elle s'ouvre sur un chapitre de deux pages et demi consacrées à l'armée française qui, uniquement composé de tableaux, ne contient pas la moindre remise en perspective, ni aucun renvoi bibliographique. Le chapitre consacré aux guerres coloniales se résume quant à lui à trois tableaux accompagnés de ce seul commentaire laconique : « la conquête n'a pas toujours été une promenade militaire » (p. 549). Marquée par un important déséquilibre en faveur du chapitre sur la Seconde Guerre mondiale, la partie s'achève avec la guerre d'Algérie : choix étonnant pour un ouvrage portant sur la France de 1870 à nos jours. Ainsi, aucune mention n'est faite

des nombreuses participations de la France à divers conflits dans le cadre, notamment, de ses « opérations extérieures », du Tchad au début des années 1980 jusqu'au Mali en 2014, en passant par la guerre du Golfe en 1991.

Plus généralement, bien que les auteurs annoncent un soin particulier dans l'indication des sources de toutes les statistiques publiées, force est de constater que l'ouvrage s'avère également très inégal sur ce point. Passons sur les nombreuses indications « source : INSEE » sans plus de détails qui permettraient aux lecteurs de retrouver les études mobilisées. Un nombre relativement conséquent de tableaux en sont totalement dépourvus, sans que les références bibliographiques mentionnées en « sources » des chapitres ne permettent réellement d'identifier celles des statistiques reproduites. C'est flagrant dès le premier chapitre de la partie « Démographie ». Précis et très utile en ce qui concerne les informations de cadrage (mise en perspective des principales transformations qui ont affecté la structure de la population française, les mutations du couple et le rapport au contrôle des naissances), il comporte beaucoup de tableaux non sourcés. Impossible de savoir, par exemple, si les chiffres relatifs à la répression judiciaire de l'avortement entre 1870 et 1975 ont été tirés de l'une des cinq publications mentionnées comme « sources » de la section, ou s'il s'agit d'un travail de reconstruction de séries par les auteurs à partir de plusieurs de ces articles et ouvrages.

### **Une histoire quantitative oubliée de l'histoire des statistiques**

À ce propos, si les auteurs prennent soin de préciser que faire l'histoire des productions statistiques comme constructions sociales ne « correspondait en rien » à leur objectif, les modes de production de leurs sources ou des séries qu'ils reconstruisent sont parfois trop vite éludés.

Ainsi, concernant les données reprises de sources de première ou de seconde main, l'absence de réflexions relatives aux modes de construction des statistiques pose problème. C'est d'autant plus étonnant que les auteurs témoignent à plusieurs reprises de leur connaissance de ces enjeux. La partie sur la politique s'ouvre ainsi sans équivoque : « s'il est un domaine où l'on ne saurait oublier que les chiffres sont le fruit d'une construction, c'est bien celui du politique. (...) Il revient donc à l'historien de poser un œil critique et d'établir des chiffres ou des estimations fiables. » (p. 327). De même, dans le chapitre consacré à « Police et justice », les auteurs rappellent que les « données, construites, ne "parlent" pas d'elles-mêmes » et soulignent la nécessité de « comprendre comment les statistiques sont construites » (p. 205). Or, s'ils renvoient ici à un article de Laurent Mucchielli sur la mesure de la délinquance<sup>1</sup>, plusieurs références incontournables et indispensables à la compréhension de certaines séries de l'ouvrage sont totalement ignorées.

Je me limiterai ici au cas du traitement de la population active qui me semble le plus parlant (p. 171). L'un des tournants les plus importants en France dans le rapport aux sources quantitatives, et plus précisément à la construction historique de séries longues, est intervenu au tournant des années 1980 et 1990. Une partie des débats se cristallisa autour de la publication de *Deux siècles de travail en France* en 1991<sup>2</sup>. L'initiative d'Olivier Marchand et Claude Thélot fut d'abord sévèrement discutée en interne par Alain Desrosières, tous trois étant administrateurs INSEE, puis par plusieurs historiens et sociologues réunis par Florence

---

<sup>1</sup> Laurent Mucchielli, « Les techniques et les enjeux de la mesure de la délinquance », *Savoir/Agir*, 94, 2010, p. 93-191 (lire sur [Cairn.info](http:// Cairn.info))

<sup>2</sup> Olivier Marchand et Claude Thélot, *Deux siècles de travail en France*, Paris, INSEE, 1991.

Weber dans le cadre d'un dossier de *Genèses*<sup>3</sup> aujourd'hui encore considéré comme central<sup>4</sup>. Or, aucune mention n'en est faite et les données tirées de l'étude d'Olivier Marchand et Claude Thélot sont simplement accompagnées de la précision selon laquelle ces derniers « se sont attachés à reconstruire des séries homogènes » (p. 171).

En ce qui concerne les séries construites par les auteurs, quelques cas invitent aussi à une certaine prudence. Je ne prendrai ici aussi qu'un exemple. Le rôle de l'État dans l'effort de recherche et développement de 1959 à 2010 est abordé à travers un tableau où figurent : l'effort global de R&D en % du PIB ; la part de l'État ; le rang mondial de la France (p. 133). Les sources indiquées sont : « François Caron, *Histoire économique de la France, op. cit.*, p. 284 et p. 339 », « INSEE » et « loi de Finances pour 2013 ». Ici, deux problèmes se posent : d'une part, rien ne permet d'identifier ce qui, dans le tableau, est tiré de telle ou telle source ; d'autre part, rien n'indique que les données de ces trois producteurs soient comparables entre elles.

Il ne s'agit pas ici, bien entendu, de reprocher aux auteurs de *La France des chiffres* l'absence de développements conséquents sur les modes de construction des statistiques et leur impact épistémologique, ce n'était pas l'objet du livre. Ce dernier aurait toutefois gagné à offrir, à minima, quelques pistes aux lecteurs non-avertis concernant les questionnements historiographiques les plus importants de ces trente dernières années, voire de mentionner les limites à l'exploitation de certaines séries.

### **Publier des statistiques à l'ère numérique**

C'est dans un même ordre d'idée que la question de l'usage du numérique mérite d'être soulevée. Les auteurs ont tout à fait raison d'affirmer la pertinence d'une telle publication « à l'heure où internet propose, en un clic, toutes les données souhaitables » (p. 7). En particulier parce qu'en réalité l'ouvrage contient de nombreuses statistiques historiques qu'il est difficile, voire impossible, de trouver en ligne.

On peut toutefois regretter l'absence d'annexes électroniques offrant un accès à ces données sous une forme exploitable informatiquement. D'autant que, pour certaines d'entre elles, les statistiques reprises dans l'ouvrage se trouvent déjà en ligne. Si les auteurs prennent soin de renvoyer au site sur lequel Thomas Piketty a placé les chiffres mobilisés pour *Le Capital au 21<sup>e</sup> siècle* (p. 187), ils ne le font ni pour *les hauts revenus en France au 20<sup>e</sup> siècle* (p. 181), ni pour les données de Pierre Villa (p. 195 par exemple), disponibles sur [le site du CEPII](#).

Les lecteurs gagneraient aussi à savoir que certaines des statistiques publiques reprises dans l'ouvrage sont librement accessibles en ligne. Abondamment cités, les *annuaires statistiques de la France*, et en particulier les volumes rétrospectifs, ont été numérisés et sont [accessibles sur Gallica](#). On pourrait aussi attendre d'un ouvrage sur *La France en chiffres* un renvoi vers les données de la Statistique générale de la France rendues disponibles par le [Centre de recherche historique](#) et sur [le site de l'INSEE](#). En produisant un tableau sur les causes de mortalité, les auteurs auraient pu mentionner le fait que les statistiques de

---

<sup>3</sup> Florence Weber (dir.), « Histoire et statistiques. Questions sur l'anachronisme des séries longues », *Genèses*, 9(1), 1992, p.90-119 (lire sur [Persee.fr](#)). Pour une analyse de ce débat et de ses conséquences sur le rapport des historiens aux sources quantitatives, je me permets de renvoyer à Émilien Ruiz, « [Retour sur l'anachronisme des séries longues](#) », *Penser/Compter*, octobre 2014.

<sup>4</sup> Claire Lemercier, « Une histoire sans sciences sociales ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 70(2), avril-juin 2015, p. 351.

l'INSERM sur les causes de décès depuis la fin des années 1970 se trouvent sur [le site du CépiDc](#) (p. 59). Produire un tableau sur le pouvoir d'achat de l'Euro et du Franc de 1908 à 2001 (p. 161) aurait aussi pu être l'occasion de souligner le fait que l'INSEE met à disposition de tous un « [convertisseur franc-euro](#) » qui permet de le calculer pour la période 1901-2014, quelles que soient les années ou les valeurs choisies par les utilisateurs. Enfin, on peut s'interroger sur la logique qui a présidé à la reproduction des pyramides des âges de l'INSEE (p. 13-14) après suppression des légendes et sans renvoi à leur version en ligne, non seulement plus lisibles légendées et [en couleur](#) mais offrant aussi aux lecteurs un accès aux [commentaires](#) des producteurs des données.

Cet ensemble d'observations critiques concernant *La France en chiffres*, n'enlève bien sûr rien à l'intérêt d'un ouvrage qui constitue certainement d'ores et déjà une référence incontournable pour tout enseignant ayant à préparer des cours sur l'histoire de la France depuis 1870. Gageons que son succès éditorial permettra une réédition augmentée, peut-être même en ligne, à même de répondre à ces quelques regrets.

Publié dans [laviedesidees.fr](#), le 31 août 2015

© [laviedesidees.fr](#)